CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 février 2019

NOTE DE SYNTHÈSE EXPLICATIVE

BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2019

1/ CONTEXTE :

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la Collectivité. Celui de 2019 est conforme aux orientations budgétaires présentées lors du débat / rapport d'orientations budgétaires (ROB) du 07 février dernier.

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2018-2022 prévoit, par l'article 13, que chaque collectivité présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, le besoin de financement ainsi que la trajectoire de désendettement pour les communes dont la capacité est supérieure à 12 ans.

En outre l'Etat demande aux collectivités locales dans ses articles 13 et 16 de la LPFP de maintenir l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement à 1,2% par an de 2018 à 2022 et qu'elles se désendettent en améliorant chaque année de 2,6 MD€ leur solde budgétaire : montant de l'emprunt – remboursement du capital de la dette.

La balance générale du budget primitif pour l'exercice 2019 se présente donc comme suit, après reprise des restes à réaliser et des résultats reportés pour chaque section :

Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
45 714 647,10	13 092 655,23 €	58 807 302,33 €

2/ FONDEMENTS JURIDIQUES :

Les collectivités locales sont dans l'obligation de voter chaque année un budget primitif qui représente de manière exhaustive l'ensemble des dépenses et des recettes prévues au cours de l'exercice.

Lors de l'élaboration et du vote de leurs budgets, les collectivités territoriales doivent respecter un certain nombre de principes budgétaires qui s'imposent à elles et qui, pour la plupart, sont communs avec ceux de l'action financière de l'État. Ces principes sont les suivants : annualité, universalité, unité, spécialité, équilibre, sincérité. Ces règles conditionnent la légalité des budgets communaux sous le contrôle du Préfet.

Le code général des collectivités territoriales prévoit dans son article L. 1612-2 que le budget primitif doit être adopté avant le 15 avril de l'année. Par dérogation, en cas de renouvellement de l'organe délibérant, la Loi de finances autorise les collectivités à voter leur budget primitif après cette date.

3/ MOTIVATION DE DROIT ET DE FAIT :

Le budget primitif composant le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité, regroupe à la fois tous les crédits de dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services, aux charges de personnel, aux charges financières et aux projets d'investissement envisagés par la collectivité, et toutes les recettes provenant de la fiscalité, des dotations, des subventions et des produits financiers qui viendront financer ces dépenses au regard du principe fondamental d'un budget équilibré.

4/ IMPACTS BUDGETAIRES :

A - Section de fonctionnement

Cette section présente par rapport au budget primitif précédent les évolutions suivantes :

- recettes totales (hors opérations d'ordre) + 1,66 %
- dépenses réelles + 1,12 %

En outre, il est affecté à cette section, chapitre 002, un montant de 1 467 664,68 euros au titre d'une partie du résultat de fonctionnement reporté de 2018.

RECETTES

Les principales sources de financement sont les suivantes :

Aux chapitres 70 :

Parmi les principales recettes, il convient de distinguer :

- Recettes de la restauration scolaire 1 400 000,00 €
- Recettes du centre municipal de santé 635 000,00 €

Aux chapitres 73 et 74 :

- les taxes directes locales s'élèvent à 21 400 988 euros, dont le produit représente 49,28 % des recettes totales de fonctionnement. L'augmentation de la fiscalité par rapport à 2018 est de 1,89 %.

- les reversements opérés par la Métropole du Grand Paris, à savoir l'Attribution de Compensation (AC) ainsi que la majoration de la Dotation de la Compensation de la Part Salaire (DCPS), s'élèvent à 8 597 631,00 euros, soit 19,43 % des recettes totales de fonctionnement ;

- la prévision de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) s'estime à 3 700 390 euros, soit 8,36 % des recettes totales de fonctionnement. La baisse de cette dotation est de 1,59 % par rapport à 2018 ;

- la prévision de la taxe additionnelle aux droits de mutation est de 850 000 euros, soit une diminution de 3,53 % par rapport à 2018. Concernant la taxe sur l'électricité le montant inscrit au budget primitif s'élève à 390 000 euros et correspond au réalisé n-1.

DEPENSES

Les principales évolutions sont les suivantes :

Au chapitre 011 :

La proposition budgétaire pour le chapitre 011 est en augmentation de 99 719,28 € versus 2018, soit 1,70 %

Ce chapitre, correspondant aux charges à caractère général, représente 15,25 % du total des dépenses réelles de fonctionnement.

Au chapitre 012 :

Les charges de personnel sont en augmentation de 0,88 % par rapport au budget primitif 2018. Elles représentent 60,16 % du total des dépenses réelles de fonctionnement.

Au chapitre 65 :

La subvention d'équilibre allouée au C.C.A.S., s'élève à 1 200 000 euros comme l'an passé.

Les subventions versées aux associations s'élèvent à 1 000 035 euros cette année, soit une baisse de 17,74 % par rapport à 2018 qui s'explique par la création du service jeunesse qui récupère une partie de la subvention de l'AVARA pour un montant de 116 000 euros, mais aussi par la bascule des crédits alloués à la Mission locale Point information jeunesse, compétence transféré à l'EPT12 pour un montant de 55 115 euros, et les subventions COS, Comité de bassin d'emploi SUD 94 basculé au chapitre 011 pour 19 000 euros au total.

B - Section d'investissement

L'équilibre de cette section est assuré par des opérations d'ordre pour un montant de 5 039 779,90 euros, correspondant à l'autofinancement prévisionnel dégagé à son profit, qui se décomposent ainsi :

- excédent de fonctionnement capitalisé	2 234 294,25 €
- virement de la section de fonctionnement	1 841 152,87 €
- amortissements des immobilisations et charges	964 332,78 €

En outre, il est affecté à cette section en dépenses, chapitre 001, un montant de 2 234 294,25 euros au titre du solde déficitaire d'exécution de la section d'investissement reporté de 2018.

Compte tenu de la reprise anticipée des résultats de l'exercice 2018, les restes à réaliser, le solde d'exécution et l'affectation suivants sont repris à l'occasion du vote du budget primitif :

RECETTES

- subventions	132 000,00 €
- opérations d'investissement sur collègue	517 320,85 €
- excédent de fonctionnement affecté à la couverture du déficit d'investissement 2018	2 234 294,25 €
Total	2 883 615,10 €
- solde d'exécution de la section investissement reporté	2 007 094,52 €

DEPENSES

- immobilisations incorporelles	205 235,87 €
- subventions d'équipement versées	270 546,00 €
- immobilisations corporelles	1 502 845,28 €
- immobilisations en cours	28 467,37 €
- solde d'exécution section investissement reporté.	2 234 294,25 €
Total	4 241 388,77 €

En ce qui concerne les seules opérations nouvelles, le financement de cette section est assuré ainsi qu'il suit :

- virement de la section de fonctionnement	1 841 152,87 €
- fonds de compensation de la TVA	176 900,00 €
- taxe d'aménagement	100 000,00 €
- amortissements des immobilisations	964 332,78 €
- subventions d'investissement	628 749,00 €
- cession d'immobilisation.	4 000 000,00 €
- emprunt	4 500 000,00 €
Total	14 450 428,90 €

Les principales opérations d'équipement relatives aux projets structurants inscrits au budget primitif pour 6 068 542,00 euros à cette section sont :

- Travaux d'enfouissement des réseaux (éclairage public et info)	850 000,00 €
- Travaux accueil unique	621 000,00 €
- Volet Numérique projet « GED »	103 900,00 €
- Solde Piscine Intercommunale	939 038,00 €
- Mise en conformité des bâtiments publics ADAP'T.	338 800,00 €
- 1 ^{er} versement place Charcot Zola	400 000,00 €
- Crèche les Frères Lumière	610 177,00 €
- Gymnase les Frères Lumière.	376 665,00 €
- Réhabilitation partielle écoles maternelles, élémentaires, transition énergétique	1 075 020,00 €
- Réhabilitation partielle maternelle Capucines avec raccordement géothermie.	526 000,00 €

Les opérations d'équipement relatives aux projets non structurants inscrits pour 14 000 euros à cette section sont :

- Surcharge foncière au profit du programme social SNL	14 000 €
--	----------

En ce qui concerne les opérations d'équipement, les projets courants sont inscrits pour 1 316 819 euros à cette section, soit une augmentation de 402 416 ,00 euros versus budget primitif 2018.